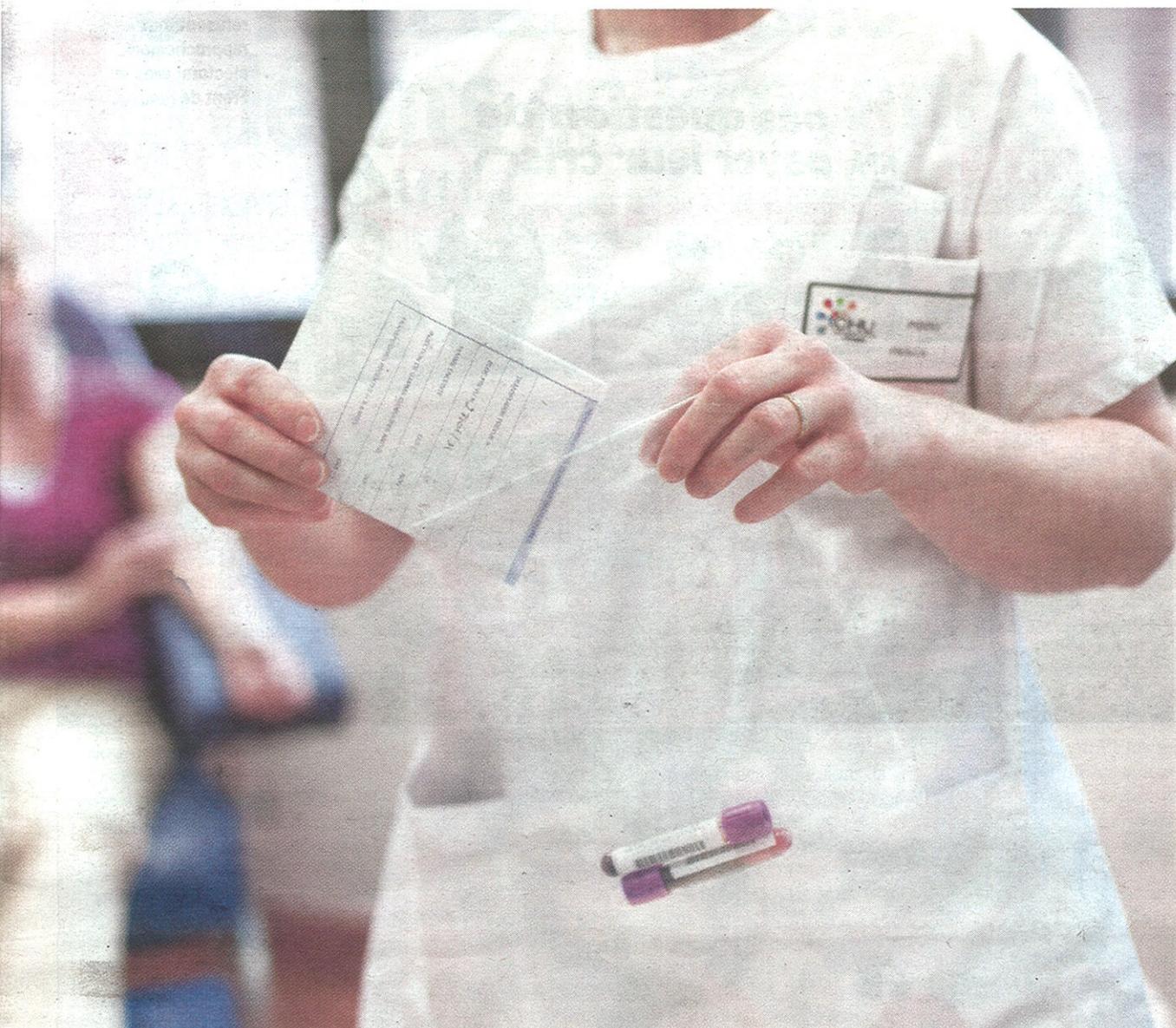


« C'est la réglementation contraignante qui explique le coût plus élevé des analyses en France. »

Le groupe industriel Labco n'est pas à court d'arguments pour faire du chiffre.

3 milliards d'euros, c'est ce que représentent les laboratoires dans la part des dépenses de santé.

3



« Plus on travaille à grande échelle, plus il y a risque »

Propriétaire d'un petit laboratoire d'analyses en Haute-Savoie, Ghislaine a travaillé il y a quelques années pour un plus gros.

Il y a une vingtaine d'années, Ghislaine (1), biologiste de formation, a travaillé chez Unilabs, un groupe de biologie industrielle, en Suisse. En quelques mois, elle y a découvert le fonctionnement « à la chaîne » d'un plateau technique d'analyses médicales. « Étant donné la grande quantité de prélèvements reçus, on ne s'occupe que d'un seul domaine, à une cadence importante », raconte-t-elle. Elle, a eu le sentiment de « perdre tout sens médical, loin de la vision globale du patient ». Sans compter « les déménagements incessants, l'absorption constante de laboratoires dans un unique but, la recherche du profit maximal ». « Je ne retrouvais pas le métier que j'avais choisi de faire. Mais ça a été un tremplin. Cela m'a donné de l'élan pour créer une petite structure à échelle humaine. »

D'où son inquiétude, avec la réforme de la biologie médicale. Elle craint de voir les petits laboratoires d'analyses fermer les uns après les autres, ou être absorbés par de grands groupes. « En France, jusqu'à

présent, on s'occupe d'un patient de A à Z. On le prélève, on fait son analyse et, le soir, il récupère ses résultats. Dans les gros laboratoires, il n'est pas question de ce cheminement. Et c'est ce qui se prépare actuellement. Les tubes vont partir sur des plateaux techniques, avec un code-barres, où les analyses seront faites en partie sous des automates. » Pour Ghislaine, ce circuit comporte de gros dangers: « Plus on travaille à grande échelle, plus il y a de risques d'erreurs: 50 ou 1 000 dossiers à traiter par jour, ce n'est pas la même chose. »

Suppressions d'emplois à la clé, augmentation des cadences, médecine à deux vitesses... les conséquences d'un tel système sont multiples, estime la biologiste. « Les investisseurs vont exiger un retour financier, ce qui aura une incidence sur les conditions de travail », craint Ghislaine qui, en embauchant récemment une technicienne qui venait de ce milieu, a pu constater que rien n'a changé.

A. C.

(1) Le prénom a été modifié.

Le but avoué de la réforme : la disparition des 3 000 petits laboratoires réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 500 000 euros.

Quatre groupes sont prêts à faire main basse sur un marché juteux

Unilabs, Labco, Novescia ou encore Bionmis, laboratoires d'envergure internationale, s'apprêtent à absorber tout ce que la France compte de structures indépendantes.

Dans un futur plus ou moins proche, on n'aura probablement plus le choix qu'entre deux à quatre groupes de laboratoires d'analyses spécialisés, qui sont actuellement dans les starting-blocks pour faire main basse sur ce marché. Français ou étrangers, ces mastodontes de l'analyse médicale sont financés par des fonds de placement et d'investissement.

Prenons Unilabs, le pionnier. Créé en 1987, ce groupe est implanté dans onze pays d'Europe, dont la France. Unilabs pratique ce qu'on appelle le « démembrement de propriété ». La société propose aux biologistes intéressés de scinder la propriété des droits sociaux. D'un côté, l'usufruit, qui concernerait l'investisseur (Unilabs), qui récolte les dividendes. De l'autre, la nue-propriété, qui reste aux biologistes. Le principe est de séparer la détention du capital des droits aux dividendes. Un principe qui fait dire aux opposants que le biologiste est apparenté dans ce cas à un salarié, même s'il a un droit de regard sur les décisions de la société. Mais quel est réellement son pouvoir de décision s'il n'a aucun pouvoir économique?

Avec près de 300 labos et 10 millions de patients, Labco, créé en 2003, revendique 3 % du marché européen des analyses médicales. 50 % de son activité sont réalisés en France. Sa stratégie repose sur l'acquisition de laboratoires de taille petite à moyenne, et sur l'intégration et la participation des biologistes au capital du réseau. Afin de contourner la législation en vigueur réservant au

300 laboratoires, 10 millions de patients : Labco revendique 3 % du marché européen des analyses médicales.

moins 51 % du capital aux seuls biologistes en exercice dans le laboratoire, Labco prend des participations dans des sociétés d'exercice libéral (Sel) qui, elles-mêmes vont prendre des participations dans d'autres Sel. Ainsi de suite, jusqu'à détenir 99 % du capital. Une pratique qui entraîne la disparition des labos indépendants. Dans les faits, Labco ne propose ni plus ni moins qu'un salariat avec participation ou actionnariat et qualifie de « rémunération motivante » sa politique d'intégration des jeunes biologistes en associant à un salaire de base des bonus « provisionnés » en

fonction des résultats du laboratoire et du réseau.

Ex-Générale de Santé, Novescia regroupe en France près de quatre-vingts laboratoires et 1 600 salariés pour un chiffre d'affaires de 130 millions d'euros. Le modèle Novescia s'organise par région (douze à ce jour), avec des laboratoires orientés sur l'accueil des patients et de plateaux techniques multidisciplinaires, vé-

ritables usines à gaz, qui sont créés dès que peuvent être drainés 1 000 dossiers par jour au sein de la région concernée. La structure propose aux dirigeants des laboratoires rachetés de rentrer au capital des holdings régionales alors créées.

Né de la fusion en 2008 des laboratoires Marcel Mérieux et LCL, adossé au fonds d'acquisition européen Duke Street, Bionmis est en pleine expansion. Il dispose à ce jour de deux plates-formes et exploite une dizaine de laboratoires en France et en Europe, en proposant d'y prendre des participations.



Analyseur automatique de sang. La réforme de la biologie médicale entraînera suppressions d'emplois et augmentation des cadences.

A. C.